

LE CONGRÈS DE TOURS...

Outre le Congrès des groupes corporatifs il s'est tenu à Tours, dans les premiers jours de septembre, le cinquième congrès de la Fédération des Bourses du Travail.

Comme je l'ai dit la semaine dernière, le Congrès corporatif s'est surtout distingué par son dégoût de la politique. Ce qui le prouve mieux que tout ce sont les blêmes administrés à la *Petite Rép*, l'organe officiel du socialisme politicard.

Il n'y a pas besoin d'être bien malin pour s'apercevoir que ce quotidien en raconte long sur les pantalonnades des «élus», mais laisse dans l'ombre et fait le silence autour du mouvement social qui s'émancipe de leur tutelle.

Par exemple, y a pas eu épais de compte-rendus des congrès de Tours!

Aussi les syndicats ont rendu à la *Petite Rép* la monnaie de sa pièce. Une kyrielle de délégués, entre autres Riom, Codet, Meyer, Branque, Coginaux ont dit ce qu'ils pensaient de ce journal, - et ce n'est fichtre pas de la pommade qu'ils lui ont passée!

Ensuite, trois propositions ont été soumises à l'acceptation du Congrès.

La première, celle du camarade Laurent, ainsi conçue:

«Les congressistes blâment la conduite de la Petite République, qui a refusé, dans différentes circonstances, d'insérer des communications intéressant le Congrès, et constate son absence parmi les journaux représentés».

La seconde, du camarade Girard:

«Le Congrès de Tours, dans sa séance du 17 septembre, après avoir constaté la conspiration du silence de la presse locale et parisienne, blâme les journaux de la région de Tours qui prétendent que l'accès du Congrès leur est interdit et blâme d'autre part le journal la Petite République, soi-disant journal officiel du socialisme, pour avoir oublié volontairement de faire part à ses lecteurs qu'un Congrès ouvrier existe en ce moment».

La troisième, déposée par Fournier, dit:

«Considérant que la Petite République, fait le silence le plus absolu sur le Congrès corporatif national de France tenu à Tours, alors qu'elle rend compte avec la plus grande complaisance des Congrès politiques à tendances particulières,

Le Congrès de Tours blâme ce journal et constate une fois de plus que cet organe, qui se dit socialiste, continue son attitude anti-syndicale».

Oh foutre, le Congrès n'a pas été embarrassé par cette abondance de propositions; au lieu de choisir entre les trois, l'assemblée les a adoptées toutes, à la presque unanimité.

Inutile de dire que la *Petite Rép* n'a pas pipé mot de ces mornifles qui lui ont été appliquées.

Inutile aussi d'ajouter que cette attitude très catégorique des Syndicats n'empêchera pas les guesdistes de continuer à seriner qu'il sont toujours les grands chefs du mouvement ouvrier et que si, au Congrès de Londres ça n'a pas marché à leur guise, c'est simplement parce que trois ou quatre anarchos s'y étaient faufileés. Tas de farceurs!

La vérité est que, de plus en plus, les groupements ouvriers deviennent conscients de l'œuvre d'émancipation et comprenant enfin que la politique est la négation du socialisme, ne tablent, pour briser la société actuelle, que sur l'action révolutionnaire.

Le Congrès de la Fédération des Bourses du Travail a, lui aussi, été bougrement intéressant.

La Fédération n'est, pour les Bourses du Travail, qu'un moyen de communiquer entre elles; c'est, pourrait-on dire, un poste téléphonique qui se borne à servir d'intermédiaire entre les Bourses et à leur transmettre des renseignements sur les grèves, la situation économique, etc..

Là, y a pas de comité directeur, ni rien qui ressemble - même vaguement - à une influence autoritaire.

Parmi les décisions du Congrès, voici les plus intéressantes.

Primo: Refus d'admettre dans les Bourses du Travail les sociétés coopératives et conseil de ne prêter aide qu'à celles qui seraient constituées sur le modèle de la *Verrerie Ouvrière*, c'est-à-dire que les bénéfices au lieu d'aller soit aux actionnaires, soit aux coopérateurs, soient réservés à des œuvres de propagande.

Deuxièmo: Exclusion de la Fédération de toute Bourse du Travail ayant fait la courbette devant le gouvernement et ayant accepté la reconnaissance d'utilité publique.

Deux Bourses sont visées: celle de Paris et celle de Bordeaux.

Pour celle de Bordeaux, voici de quoi il retourne: dans cette ville il y a deux Bourses, la Municipale et l'indépendante.

Après les dernières élections les collectos entrés à la *Volière municipale*, avec la courte échelle et le patronage des réacs, demandèrent que la *Bourse municipale* soit désormais ouverte à tous les syndicats.

Sur ce, rien à dire!

Par exemple, où y a bougrement à dire c'est sur le règlement qu'ils eurent l'idée d'établir, aux termes duquel l'admission des Syndicats serait subordonnée à l'approbation du Maire.

Les syndicats de la Bourse indépendante déclarèrent illico qu'il ne voulaient accepter aucun règlement et ils ont fait une telle opposition à la municipalité qu'au grand désespoir des syndicats mixtes qui se partageaient entre eux la galette municipale, les conseillers cipaux se sont décidés à supprimer leur sacré règlement.

Voilà où mène l'énergie: c'est grâce à leur rouspétance que les syndicats indépendants ont fait reculer l'administration municipale et ont obtenu la Bourse sans conditions.

Les syndicats de Paris n'ont pas fait de même, - et ils ont eu rudement tort! Ils ont accepté le règlement dès qu'on leur a offert et se sont, par cela même, mis dans une fausse situation.

Tous les syndicats parisiens n'ont pas, en cette circonstance, agi par platitude; y en a bougrement qui n'ont vu dans la réouverture de la Bourse officielle qu'un moyen d'avoir des locaux et des salles de réunion au grand œil et, qui plus est, de faire de la propagande avec la galette soutirée à la gouvernance.

C'est un mauvais calcul! Ils auraient eu le nez plus creux en disant «*Zut!*» aux jean-foutre de la haute; peut-être auraient-ils obtenu la Bourse quand même... et en tous cas c'eut été plus carré.

Si donc, la Bourse de Paris est exclue de la Fédération, elle ne doit s'en prendre qu'à son manque d'énergie.

Troisièmo: Organisation en 1900, à Paris, d'un Congrès international des Bourses du Travail et institutions similaires; il se tiendra à la même époque que le Congrès des Syndicats.

De la sorte il sera catégoriquement acquis que les guesdistes sont - non pas les dirigeants du socialisme international - mais une branche gourmande et politicienne, désormais sans influence. On les laissera d'ailleurs cuire dans le jus de leur congrès en Allemagne.

Outre ces diverses résolutions, une discussion intéressante a eu lieu sur la conception que les Bourses du Travail se font de la société future.

Toutes les Bourses ont fait de l'anarchie sans le savoir!

Toutes ont esquissé la vie sociale déblayée de toute superfétation politique et réduite à la production et à la circulation des produits qui devront-être à la libre disposition de tous. Il a même été expressément indiqué que l'association libre des producteurs doit rendre absolument inutile n'importe quel rouage gouvernemental et parasitaire.

(non signé; attribué à Émile POUGET).
